

**Claude Malhuret et Jean-Christophe Rufin**  
**MSF: une génération politique**

**Vendredi 10 décembre, à Stockholm, Médecins sans frontières recevra le prix Nobel de la paix. Une occasion de revenir sur la nature de l'engagement des "French Doctors". Témoins privilégiés: Claude Malhuret, président de MSF (78-79) puis directeur général jusqu'en 1986, ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et Jean-Christophe Rufin, vice-président (1991 à 1994) et auteur de romans inspirés de son expérience d'humanitaire (Les Causes perdues, Gallimard, prix Interallié 1999).**

**Propos recueillis par Françoise Bougenot (Claude Malhuret) et Martin Rubio (Jean-Christophe Rufin). Décembre 1999. Pour Club-Internet.**

**Créé en 1971 par des "transfuges" de la Croix Rouge, désireux de pouvoir témoigner sur les horreurs des guerres sur lesquelles ils intervenaient, MSF est aujourd'hui une véritable institution. L'association est-elle toujours fidèle à l'engagement des premiers "french doctors".**

**Claude Malhuret :** L'idée, à la base de la création de MSF, était d'aller là où les autres ne peuvent pas aller, c'est-à-dire là où les gens ont le plus besoin d'être secourus. Dans les guerres, les catastrophes, les guérillas, les camps de réfugiés, l'accès est difficile et là réside la spécificité de MSF. Et au delà de son action purement médicale et humanitaire, MSF a toujours décidé de faire plus: de témoigner contre les guerres, les dictateurs, les dictatures, d'informer, de faire progresser le droit international, la notion du droit d'ingérence par exemple (voir, fin de l'interview).

De plus, nous étions déjà des politiques. C'est ce qui différencie beaucoup MSF des autres ONG. MSF a été créée en 1971, trois ans après mai 1968. Tous les dirigeants de MSF ont eu des rôles de leader en mai 68 : je dirigeais l'Unef, en médecine; Bernard Kouchner était dirigeant des étudiants communistes, Xavier Emmanuelli était aux jeunes communistes. Dans les Années 60, la politique chez les étudiants était d'extrême gauche à 95%. En mai 68, tout le monde est devenu révolutionnaire! Bien sûr MSF a toujours été une organisation apolitique avec des gens de droite, de gauche, au secours de victimes de droite de gauche dans des pays totalitaire de droite ou de gauche etc. Mais notre vision politique du monde et nos idéaux étaient démocratiques.

**Jean-Christophe Rufin :** En terme de philosophie politique, une référence peut être trouvée chez Tocqueville. Dans *La démocratie en Amérique* (1835), Tocqueville explique que l'homme démocratique, celui pour qui il y a égalité des conditions, est forcément compatissant. A partir du moment où vous vous identifiez à l'autre, ou vous le considérez comme votre égal, vous souffrez comme lui. C'est la différence avec les sociétés de castes, où l'on ne souffre que pour des personnes de sa caste. Pour faire simple, je dirais "démocratie = compassion". A l'inverse, si un Etat rejette les idéaux humanitaires et commence à dire "laissons-les crever, après tout, ça ne se passe pas chez nous", il y a de fortes chances pour que, très rapidement, il ne soit plus un peuple démocratique. Parce qu'il aura introduit une différence entre les hommes et cette différence s'installera à l'intérieur de sa propre société.

**MSF, instrument des puissances occidentales. On reproche à l'association de choisir les victimes qu'elle aide. Les Kosovars au lieu des Serbes par exemple. Mauvais procès ?**

**Jean-Christophe Rufin :** Au-delà des ONG, on assiste à une régionalisation des interventions de l'ONU, qui fait qu'à mon sens on est en train de trahir l'idéal universel de la Charte des Nations Unies, qui consistait à intervenir partout et pour tous, et contre tous éventuellement. On voit bien que dans des zones "intéressantes", pour des raisons stratégiques et idéologiques, on a recours à des organisations régionales puissantes comme l'OTAN, alors que dans des zones plus oubliées, on s'en remet soit à des puissances régionales (comme l'Australie au Timor), soit à des organisations régionales sans moyens, comme l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), en Afrique.

**En excluant MSF Grèce coupable d'avoir décidé d'aider les Serbes bombardés et non les réfugiés Kosovars, MSF s'inscrit dans cette tendance.**

**Claude Malhuret :** Ce débat est un faux débat. La question n'est pas de savoir si certains sont pour les occidentaux et d'autres pour les Serbes, mais de savoir qui sont les victimes, qui a organisé la répression au Kosovo et l'exil des Kosovars. Il se trouve que c'est Milosevic. Il y a par conséquent un bourreau et des victimes. Par contre, que MSF s'inscrive dans une tradition occidentale du droit et de la démocratie, je le revendique. Les organisations humanitaires s'inscrivent dans une perspective humaniste qui est celle des droits de l'homme, inventée par tradition occidentale - en France en 1789. Il est évident que ces organisations n'existeraient pas si n'existaient pas ces démocraties.

**Jean-Christophe Rufin :** Cette exclusion n'est pas grave si le problème reste localisé. Il ne faudrait pas que l'association marche derrière un seul pays (ndlr : la France), qui modifierait ses comportements en fonction des circonstances géopolitiques. Mais ce n'est pas le cas pour le moment. Ce qui est en cause dans cette affaire, c'est que Médecins sans frontières n'est pas au départ un mouvement unitaire, contrairement à la Croix Rouge qui est centralisée à travers le Comité internationale de la Croix rouge (CICR). MSF a des sections nationales. Dans certains cas, comme dans les Balkans, le mot national prend le pas sur le mot mission. Il y a une solidarité de sentiment qui singularise un pays par rapport à un autre

---

**A propos de la notion de "droit ingérence" où vous situez-vous entre Bernard Kouchner (co-fondateur de MSF), promoteur de cette notion - dont une application concrète est sa mission actuelle d'administrateur de l'ONU au Kosovo - et Rony Brauman (président de l'association de 1982 à 1994) et Philippe Biberson (actuel président) qui parlent eux de "notion toxique" ?**

**Claude Malhuret :** Il s'agit d'un mot nouveau pour quelque chose qu'on a déjà fait. Quand l'ONU intervient au Kosovo on parle de droit d'ingérence. Mais dans les années 60, l'ONU est intervenu au Katanga, au Zaïre, qui était le Congo belge, à Chypre, en Palestine et on n'a pas attendu MSF et les années 90 pour intervenir dans des crises. Mais l'idée s'est popularisée, et MSF a peut-être servi à cela. Mais - et c'est ce que soulignent Biberson ou Rony Brauman - attention au droit d'ingérence humanitaire quand il sert d'alibi aux gouvernements pour intervenir tardivement comme au Kurdistan ou pour ne pas intervenir comme en Bosnie pendant plusieurs années! Dans ce dernier cas, sommés par leur opinion publique de faire quelque chose les gouvernements démocratiques ont envoyé des militaires pour faire de l'action humanitaire. Or, le rôle des gouvernements n'est pas de faire du MSF ou de la Croix rouge, mais de faire de la diplomatie ou de l'action militaire. Le droit d'ingérence peut être un alibi pour l'inaction politique.

**Jean-Christophe Rufin :** Je n'aime pas ce terme parce qu'il durcit quelque chose qui, sinon, serait acceptable : l'idée que la communauté internationale doit agir pour limiter la souveraineté nationale quand celle-ci devient criminelle. Cette idée n'est pas nouvelle. Le chapitre 7 de la charte des Nations Unies prévoit l'intervention internationale en cas de menace pour la paix. Mais laisser croire qu'il existerait un droit d'ingérence est quelque chose de très grave parce que cela introduit une vulnérabilité des faibles contre les forts. On aurait alors une société internationale à deux vitesses. Il ne faut pas donner le sentiment, à travers ce mot, que l'on donne un chèque en blanc aux grandes puissances pour agir là où elles le veulent, et évidemment pas chez elles.

**Cette notion ne conduit-elle pas à assimiler ONG et gouvernements, notamment occidentaux, et donc à rendre la mission des ONG encore plus difficile sur le terrain?**

**Claude Malhuret :** C'est la crainte des dirigeants de MSF aujourd'hui. Cette crainte est justifiée. On ne peut pas au nom de cette crainte, interdire à cette notion de progresser. On ne peut pas empêcher l'ONU d'intervenir au Kosovo sous prétexte que ça peut poser des problèmes aux organisations humanitaires. Ce qui s'est passé en Somalie illustre ce point: les ONG ne pouvaient plus intervenir, les chefs de guerre pillaient les secours. Ce sont les organisations humanitaires elles-mêmes qui ont demandé à l'ONU d'intervenir. Une fois que l'ONU est intervenu, la chose s'est très mal passée, les soldats ont été obligés de repartir de façon ridicule au bout de quelques mois et les organisations humanitaires ont dénoncé cette action. Au Kosovo c'est déjà une amélioration par rapport à la Somalie. Mais, dès le début, les organisations humanitaires ont eu des problèmes. Dans les années 70, on nous accusait tantôt d'être à la CIA tantôt d'être au KGB selon le camp dans lequel on se trouvait - et on allait dans tous les camps, là où étaient les victimes. Plusieurs d'entre nous se sont retrouvés en prison - en Turquie ou en Afghanistan. La question la plus importante concernant le droit d'ingérence est "selon que vous serez puissant ou misérable". On n'intervient pas en Chine ou au Tibet alors que ce serait justifié. Ce qui se passe au Tibet est inacceptable. C'est un ethnocide, la mort d'une culture programmée par le gouvernement chinois. Personne ne va ennuyer la Chine, parce qu'elle est trop puissante. C'est la limite du droit d'ingérence.

Propos recueillis par Françoise Bougenot (Claude Malhuret) et Martin Rubio (Jean-Christophe Rufin). Décembre 1999.